



NEWSLETTER N° 2 2005

*- Günter Verheugen, Vizepräsident der Europäischen Kommission
Eine Partnerschaft für Wachstum und Arbeitsplätze*

Die Lissabonner Strategie hat in den ersten fünf Jahren nicht den wirtschaftspolitischen Durchbruch gebracht, den Europa gebraucht hätte. Wir haben uns zwar immer neue Ziele gesetzt, ohne aber die **Übernahme der Verantwortung für ihre Umsetzung** eindeutig zu klären. Die Menschen in Europa erwarten jedoch, dass wir eine **Trendwende schaffen** und die **Wettbewerbs- und Leistungsfähigkeit Europas auf hohem Niveau** erhalten. Die Konsequenz daraus kann nur lauten, dass wir gemeinsam in der Pflicht stehen, da die Herausforderungen, denen wir begegnen wollen, eben nicht allein europäisch oder national gelöst werden können.

Die Europäische Kommission hat daher konkrete Vorschläge vorgelegt, um die Lissabonner Strategie neu auszurichten. Diese Initiative wurde von einer breiten Mehrheit im Europäischen Parlament sowie von den Staats- und Regierungschefs begrüßt. Diese neue **Strategie konzentriert sich auf die Förderung von Wachstum und Arbeitsplätzen**. Das bedeutet nicht, dass andere Ziele der Union gering geachtet werden, doch ohne Wachstum und Arbeitsplätze werden wir unsere Standards etwa im Bereich Sozial- und Umweltpolitik nicht aufrecht halten können.

Die Neuausrichtung von Lissabon kann aber nur erfolgreich sein, wenn der politische Wille und ein entsprechender Rahmen für die erfolgreiche Umsetzung vorhanden sind. Deshalb haben wir eine **Partnerschaft für Wachstum und Arbeitsplätze** vorgeschlagen, bei der wir gemeinsam und kooperativ vorgehen wollen.

- Dazu haben wir als erstes die Vielzahl der unterschiedlichen Vorgaben und Indikatoren für ihre Umsetzung überprüft und die Lissabon-Agenda auf **zehn zentrale und klar definierte Reformfelder** fokussiert.
- Im Rahmen dieser Partnerschaft verfolgen wir zweitens einen **integrierten Ansatz, der die Berichtslast reduziert und bündelt**. Es soll einen zusammenfassenden Fortschrittsbericht geben, der sich wiederum auf nationale Lissabon-Programme der Mitgliedstaaten sowie ein Lissabon-Programm der EU stützen kann.
- Und drittens schaffen wir durch die Einführung dieser Fortschrittsberichte sowie die Einbeziehung der Zivilgesellschaft und der Sozialpartner die **notwendigen Bezugspunkte für eine sachgerechte und lösungsorientierte Debatte** in den nationalen Parlamenten und in der jeweiligen Öffentlichkeit.



Sie haben es dann selbst in der Hand, die Maßnahmen und Erfolge ihrer Regierung zu überprüfen und gegebenenfalls Nachbesserungen zu fordern. Ein Verfahren, dem sich auf europäischer Ebene die Kommission auch gegenüber dem Europäischen Parlament stellen wird.

Ich bin fest davon überzeugt, dass Europa stark genug ist, den vor uns liegenden Herausforderungen standzuhalten. Wir haben in **fast jedem Bereich der Wirtschaft mindestens ein europäisches Unternehmen oder ein europäisches Land, das Weltspitze** ist. Mit anderen Worten: Wir können es. Wir können voneinander lernen. Wir können uns gegenseitig in der Umsetzung der Potenziale, die in unseren Gesellschaften vorhanden sind, unterstützen.

Publication du Secrétariat général de la Commission européenne / Unité SG.G3

Comité de rédaction : Philippe GODTS, Bartłomiej GISZCZAK, Nadine FAYEN

Sous la responsabilité de : Andrea PIERUCCI et Philippe GODTS

Le mot du coordonnateur du Secrétariat Général

La Commission BARROSO est désormais à l'ouvrage : un nouveau souffle à la stratégie de Lisbonne, de nouvelles orientations économiques et pour l'emploi, la réforme du pacte de croissance et de stabilité, et bien d'autres chantiers encore modulés dans une programmation législative serrée.

Mais font également débat les dossiers cruciaux pour mener à bien ces politiques que sont la ratification de la Constitution et l'adoption de nouvelles perspectives financières.

Un maître mot pour l'ensemble : partenariat. Tous ces chantiers ne peuvent aboutir sans une mobilisation de tous les acteurs institutionnels et secteurs intéressés.

Et au premier rang de ceux-ci, les Parlements nationaux, partenaires de l'Union dans le respect de l'équilibre institutionnel et des traditions constitutionnelles des Etats membres jouent un rôle essentiel

Cette deuxième Newsletter Commission/Parlements nationaux se fait l'écho de ces grands débats.

A la vision de la stratégie de Lisbonne présentée par le Vice Président de la Commission, M. VERHEUGEN, répondent les préoccupations du Président de la Chambre belge, M. DE CROO, s'agissant d'aménager dans son assemblée un dialogue constructif avec l'exécutif.

La ratification de la Constitution dans la perspective des référendums est un autre sujet-clé abordé lors des visites menées par Mme WALLSTRÖM dans les Parlements nationaux : en Espagne, en Irlande, aux Pays-bas et en France.

Quant à la mise en oeuvre de la Constitution, et plus spécifiquement des protocoles Parlement nationaux et subsidiarité, elle est naturellement au cœur des préoccupations de tous comme en témoignent entre autres les contributions de M. Mc MILLAN-SCOTT, Vice Président du PE et de M. ATKINS, représentant permanent de la House of Commons.

Cette deuxième Newsletter continue plus avant la présentation des protagonistes de la coopération interparlementaire. Elle fait le point sur la préparation de la Conférence des Présidents des assemblées des Etats membres de Budapest des 6 et 7 mai 2005, sur les travaux à venir de la COSAC, le développement du réseau IPEX, les missions du National Forum Irlandais etc.





Que tous ceux qui ont contribué à sa rédaction soient remerciés.

Le 12 mai 2005

Philippe GODTS

Coordonnateur
Secrétariat général de la Commission

SOMMAIRE

-  **Introduction de** M. VERHEUGEN, Vice Président de la Commission européenne
-  **A propos** Le mot du coordonnateur du Secrétariat général de la Commission
-  **Contributions de**
 - M. Herman DE CROO, Président de la Chambre des représentants (**BE**)
 - M. László SINKA, représentant permanent (interview de la Présidente de l'Assemblée nationale) (**HU**)
 - M. Martyn ATKINS, représentant permanent de la House of Commons (**UK**)
 - M. Kevin LEYDON, représentant permanent de la *Oireachtas* (**IE**)
 - M. Edward McMILLAN-SCOTT, Vice-Président du Parlement européen, responsable des relations avec les Parlements nationaux
-  **Brèves :**
 - Débats au Parlement européen*
 - Visite de la Vice-Présidente Mme Wallström aux Pays-Bas et en France*
 - COSAC de Luxembourg*
 - Expérience pilote subsidiarité*
 - Visite du Président et des Commissaires dans les Parlements nationaux*
 - Réunions avec les officiers de liaison (texte du discours de Mme Wallström) et les représentants permanents des Parlements nationaux*
 - IPEX (Interparliamentary EU information exchange)*



M. Herman DE CROO,

Président de la Chambre des représentants de Belgique

Comment la Chambre des représentants que vous présidez s'organise-t-elle en vue de la mise en œuvre et du suivi de la Stratégie de Lisbonne ? Peut-on parler d'une réelle coopération avec l'exécutif ?

Dès la publication, en novembre 2004, du rapport du groupe de haut niveau présidé par Monsieur Wim Kok sur la Stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi, la Conférence des Présidents de la Chambre des représentants¹ a décidé de confier le suivi de la mise en œuvre, au plan national, de la Stratégie de Lisbonne au Comité d'avis fédéral chargé de Questions européennes que je préside, en y associant les Commissions des Finances, des Affaires sociales, de l'Economie ainsi que de la Santé publique et de l'Environnement. Le fait – assez exceptionnel – que les membres belges du Parlement européen fassent partie de notre Comité d'avis fédéral chargé de Questions européennes, apporte également une plus-value à nos travaux car cette formule a l'avantage de promouvoir l'information réciproque – ainsi que le dialogue – entre le Parlement européen et le Parlement belge sur les questions européennes d'importance.

Mon premier souci était d'éviter à la fois un débat trop général et des discussions techniques trop dispersées ou répétitives au niveau des diverses commissions permanentes.

Le Comité d'avis fédéral chargé de Questions européennes a donc pris l'initiative, en coopération avec le gouvernement, d'organiser, le jeudi 17 mars 2005, un premier débat au cours duquel le Premier ministre, M. Guy Verhofstadt, a fait rapport sur la mise en œuvre en Belgique de la Stratégie de Lisbonne à l'occasion de la préparation du Conseil européen du printemps des 22 et 23 mars 2005, devant la commission des Relations extérieures et le Comité d'avis réunis. Les membres des commissions permanentes concernées (Affaires sociales, Economie, Santé publique et Environnement, Finances) ont été associés à cette réunion.

Ce premier débat fut des plus intéressants. Les parlementaires ont ainsi pu débattre du point de vue du gouvernement belge et de la note intitulée « Un Pentathlon pour l'Europe » rédigée par le Premier ministre à l'intention de ses collègues européens. Les



différents groupes politiques ont pu faire part au Premier ministre des accents particuliers (innovation et recherche, qualité de l'emploi et non pas uniquement volume de l'emploi, harmonisation fiscale, préservation du modèle social européen, promotion de l'innovation en matière environnementale,...) qu'il convient de donner à la Stratégie de Lisbonne à l'occasion de sa révision à mi-parcours.

Toutefois, j'ai pu constater une convergence de vues sur la nécessité de passer à la vitesse supérieure au cours de ce deuxième lustre afin d'atteindre les objectifs de Lisbonne. Les programmes nationaux de réforme sont intéressants mais, outre ceux-ci, une approche communautaire renforcée est nécessaire. Le gouvernement belge souhaite que la Commission dispose d'une compétence de contrôle accrue. La Belgique a toujours été favorable à la Commission européenne. Il faut lui faire confiance mais, en même temps, être exigeant à son égard afin qu'elle veille à ce que tous les pays appliquent la Stratégie de Lisbonne. Celle-ci doit représenter davantage que la somme des 25 économies nationales. Ce n'est que de cette manière que les trois piliers de la stratégie pourront être renforcés simultanément : le pilier économique, le pilier social et le pilier environnemental, qui sont en effet d'importance égale. Seule une économie européenne commune peut faire face aux défis, engendrés par la concurrence de la Chine par exemple. Ce n'est que de

cette manière que notre modèle social pourra également être préservé. Le pilier économique me semble devenir d'une importance majeure. Sans lui, les deux autres risquent de manquer de moyens pour se réaliser pleinement.

A l'issue du Sommet européen de printemps 2005, une autre réunion a été organisée par le Comité d'avis européen afin de débattre des résultats de celui-ci. Un rapport sera demandé au gouvernement sur le suivi de la Stratégie de Lisbonne. Les commissions permanentes susmentionnées ont été invitées à établir un planning et un programme, en fonction de leurs compétences respectives, pour débattre de manière plus spécifique de la Stratégie de Lisbonne et du programme de réforme que la Belgique doit établir en automne 2005. Celles-ci feront rapport à la Chambre et un débat global avec le gouvernement sur notre programme national de réforme interviendra en clôture, vraisemblablement en octobre 2005. Il importe, en effet, que les objectifs de Lisbonne soient réalisés en collaboration avec les parlements nationaux comme le souligne d'ailleurs la conclusion n° 39 du Conseil européen de Bruxelles des 22 et 23 mars 2005.

J'ai aussi participé, le 16 mars 2005, au Forum parlementaire sur la Stratégie de Lisbonne, organisé à Bruxelles par le Parlement européen dont je salue les efforts considérables qu'il déploie afin de renforcer le lien avec les parlements nationaux sur des grands dossiers comme la Stratégie de Lisbonne, les perspectives financières ou la politique économique européenne. Il s'agit d'une forme très appréciée de coopération interparlementaire européenne.

La Chambre se prépare-t-elle à la mise en œuvre des protocoles « subsidiarité et parlements nationaux » ? Comment tiendra-t-elle compte de la position des assemblées communautaires et régionales qui disposent de compétences législatives ?

En vue de l'élaboration d'une procédure de subsidiarité, un groupe de travail au niveau des fonctionnaires a déjà été mis sur pied en juin 2004. Celui-ci est constitué de secrétaires de commissions en charge des affaires européennes au sein des assemblées fédérales et régionales. Dans un avenir proche, ce groupe de travail soumettra une proposition concrète auprès des autorités respectives.

¹ La Conférence des Présidents se compose du président et des vice-présidents de la Chambre, des anciens présidents qui sont encore députés, du président et d'un membre de chaque groupe politique. Un ministre chargé des relations avec la Chambre assiste à ses réunions. La Conférence délibère chaque semaine sur le règlement des travaux de la Chambre et sur la coordination entre les différents organes de la Chambre. Elle décide également de l'opportunité de toutes les matières qui lui sont soumises.

Quelques lignes de force peuvent déjà être esquissées.

Il faut noter qu'à ce jour, la Cour européenne de Justice n'a annulé aucun acte normatif pour cause de violation du principe de subsidiarité depuis son instauration en 1993 (Traité de Maastricht). Cela est évidemment dû au caractère fondamentalement « politique » de la notion de subsidiarité.

Par conséquent, cela n'a aucun sens d'élaborer une procédure fort pesante qui ne trouverait à s'appliquer que dans un nombre extrêmement restreint de cas.

Mais il est sans doute utile de profiter de ce débat sur la procédure de subsidiarité pour tester si le parlement peut être associé utilement à l'examen des actes normatifs européens.

Une attitude pro-active des parlements nationaux et régionaux – présents dans huit des vingt-cinq Etats membres - durant la phase préparatoire du processus de décision constituerait la meilleure forme de monitoring parlementaire de la subsidiarité (donc, avant même que la proposition législative ait été soumise officiellement par la Commission européenne).

C'est en effet pendant la conceptualisation d'une proposition qu'est également arrêté le choix du niveau de pouvoir compétent.

D'où l'importance de l'examen parlementaire du programme législatif de l'UE et des Livres Verts et Blancs.

Une autre considération est que cela n'a pas davantage de sens de se focaliser sur la période officielle de réflexion de six semaines. En réalité, une procédure décisionnelle demande deux ans en moyenne et rien n'oblige les parlements à assister, les bras croisés, à ce processus de génération des décisions. En effet, pendant cette période, les parlements nationaux ou régionaux disposent, s'ils le souhaitent, de nombreuses possibilités d'influer sur ce processus.

La mise au point d'un « scrutiny system » général (plutôt que d'une procédure spécifique de subsidiarité) qui stimulerait chez les parlementaires une plus grande sensibilité européenne serait la meilleure garantie pour être prêt – également au cours de la courte période officielle de l'examen de subsidiarité – à forger les coalitions souhaitées là où cela s'avère nécessaire de façon à constituer un *front parlementaire significatif*.

L'édification d'un « scrutiny-system » plus général rendrait aussi les parlements nationaux et régionaux plus dynamiques en tant qu'acteurs à part entière du processus de décision européen. D'ailleurs, les institutions européennes sont enclines à consulter plus systématiquement les parlements nationaux et régionaux au sujet des propositions législatives (good European governance).

Au sein du système parlementaire belge, les Europromoteurs² devront probablement jouer un rôle central en la matière.

Il ressort des discussions avec nos parlements régionaux à l'occasion de l'élaboration de la procédure de subsidiarité au niveau fédéral que ceux-ci demeurent très attachés à leur autonomie.

Dans le système constitutionnel belge, ceux-ci sont considérés comme des composantes à part entière du système parlementaire national (cfr la Déclaration n° 49 de la Belgique, annexée au projet de Traité portant approbation d'une Constitution pour l'Europe). Ils s'attendent donc à être directement informés des initiatives législatives de la Commission européenne.

Les parlements régionaux considèrent que la subsidiarité est un droit individuel et sont, de ce fait, d'autant moins disposés à participer à une concertation collective (une discussion analogue a eu lieu entre les parlements nationaux dans le cadre de la COSAC).

Il va de soi qu'une coopération entre toutes les assemblées en Belgique s'impose si l'on souhaite pratiquer la subsidiarité (évaluation des compétences) dans le système fédéral belge et utiliser concrètement ses deux votes.

Quelle est la valeur ajoutée des réunions des présidents des Parlements de l'Union européenne ? Quel message avez-vous fait passer lors de la réunion du 6 mai à Budapest ?

D'un point de vue général, la coopération interparlementaire au sein de l'UE doit aboutir à une amélioration des méthodes parlementaires et à un renforcement du contrôle de chaque gouvernement par le biais d'une analyse des bonnes pratiques.

La coopération interparlementaire a également une fonction d'« alerte » : les parlements nationaux doivent s'informer mutuellement des questions politiques sensibles (en particulier en ce qui concerne la subsidiarité) au sein du processus de décision européen par un échange d'informations réciproque.

La Conférence des Présidents des parlements de l'UE exerce plus particulièrement la fonction de coordination de la coopération interparlementaire. Cette fonction a d'ailleurs été confirmée par les lignes directrices relatives à la coopération interparlementaire au sein de l'UE adoptées par la 30^{ème} Conférence des Présidents à La Haye en juillet 2004.

En ce qui concerne l'influence de cette Conférence, je m'en réfère à la publication réalisée à l'occasion de la Conférence des Présidents susmentionnée. Il est rappelé dans cet ouvrage que la Conférence des Présidents fut à l'origine de l'introduction au sein des parlements nationaux de certains outils et méthodes parlementaires, entre autres, la création au sein de chaque parlement national de commissions spécialisées en affaires européennes.

En outre, cette Conférence contribue indubitablement à l'essor d'une culture parlementaire et au développement d'un grand espace parlementaire européen au sein duquel les idées politiques peuvent circuler librement. Il s'agit là en quelque sorte de l'amorce d'une cinquième « Liberté européenne ».

Lors de la Conférence des Présidents à Budapest, les 6 et 7 mai 2005, j'ai fait rapport sur la ratification de la Constitution européenne. J'ai principalement plaidé pour la ratification de celle-ci. Les gouvernements des Etats membres qui organiseront un référendum, doivent, par le biais de campagnes d'information à l'intention des citoyens, tout mettre en œuvre afin de dissiper les malentendus et dénoncer les fausses vérités relatives à la portée de la Constitution européenne.

La Constitution européenne doit être une sorte de processeur permettant de faire des choix politiques et d'éviter que les institutions européennes ne transgressent leurs compétences.

Elles doivent essentiellement servir les citoyens de notre Union en veillant à maintenir la place de celle-ci dans un monde en mutation permanente.

Herman DE CROO

² A la Chambre, depuis la législature précédente, le concept de l'Europromoteur est instauré. Chaque membre du Comité d'Avis chargé de Questions européennes est en même temps membre d'une des Commissions permanentes. L'Europromoteur reçoit du Comité d'Avis les informations idoines (ordres du jour des conseils des ministres européens ; propositions de la Commission européenne et d'autres documents servant à la préparation de la politique) afin d'attirer l'attention des commissions spécialisées respectives sur les mesures envisagées dans le secteur politique concerné. Cela doit permettre à chaque commission spécialisée de mieux suivre le processus de décision européen. Le Comité d'Avis joue ici le rôle de plaque tournante.



Conference of Speakers of the EU parliaments

The Hungarian National Assembly hosted the Conference of Speakers on 6-7 May in Budapest and there are a number of tasks that the Hungarian National Assembly has been dealing with between last July and this May.

In July 2004, when the previous Speakers' Conference took place in The Hague, it was decided, that: "*The Conference [of Speakers] has responsibility for overseeing the coordination of interparliamentary EU activities. A particular coordinating responsibility rests with the host Parliament for the forthcoming Conference*" and it was also decided that the Hungarian National Assembly would be the next host.

Thus the Hungarian Parliament became the first national parliament in this new coordinating function. A set of guidelines was also adopted in The Hague that oriented this work.

The coordinating parliament was given the mandate to work on the enhancement of European interparliamentary relations (networking), to rationalise the interparliamentary activities by setting up a calendar of meetings and to form a working group to elaborate the new language regime that, according to the presidency conclusions of The Hague meeting, should be operational by the next Conference.

The Hungarian coordination has focused its efforts on these tasks so far. The contact-list was revised at the level of Secretary-Generals and other senior officials and a network of EU contact points has been introduced on the basis of the liaison officers' network.

A calendar was set up which helps to avoid parallelism and overlapping in interparliamentary activities.

The working group that was chaired by the Hungarian Parliament also managed to find a practical solution for the new language regime of the Conference of Speakers.

The meeting of the Secretaries General on 11 February held in Budapest agreed upon the draft agenda of the next Conference which meets the expectations that were set by the guidelines of last July. The agenda tried to follow up most of the points that were raised by the previous Conference and to extend the scope by adding new tasks that would determine the future cooperation of parliaments in the long run. It comprised five main points.



Mrs. Katalin Szili, Speaker of the Hungarian National Assembly.

The first topic gave a broad overview of the interparliamentary cooperation regarding the new challenges, with a special emphasis on the relations with the European Commission.

Commissioner Margot Wallström contributed to this item on the agenda.

The second point addressed the question of rationalising the European interparliamentary organisations.

The financial perspectives of the European Union were also high on the agenda, since the current discussions at European level bring up the question of how to involve the national budgetary authorities (i.e. national parliaments) into the process. EP President Josep Borrell also contributed to this topic.

The ratification of the Constitutional Treaty was discussed in detail as it was one of the major tasks facing national parliaments. This point gave an opportunity to share the experiences of ratifications and referenda that have already taken place and to exchange views on possible future developments.

Finally the debate on the external relations of the EU closed the meeting with participants discussing the parliaments' role in the area with special regard to the EU-Western-Balkans relations.

The presidents of the parliaments of the Western-Balkan states were invited to speak at this agenda item.

*Interview by László SINKA
Hungarian National Assembly
Permanent Office to the EU*

Do you know it?

Débats au Parlement européen

Grandes orientations de la politique économique européenne et réforme du pacte de stabilité ont été au menu d'une réunion avec les Parlements nationaux organisée le 25 avril dernier par la commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen. Plus de 70 parlementaires nationaux y ont participé tandis que, pour la Commission, M. ALMUNIA a eu l'occasion de souligner que les politiques nationales doivent désormais être reliées aux critères tant de la stratégie de croissance que de la stabilité budgétaire.

La forte participation des parlementaires nationaux a démontré, selon Mme BERES, présidente de la commission ECON du PE, qu'il existe une réelle demande pour ce type de réunion tandis que M. BODRY, co-président de la réunion et président de la commission économique du Parlement luxembourgeois, soulignait qu'il ne s'agissait pas d'harmoniser l'ensemble des débats nationaux mais de trouver les moyens d'intégrer la dimension européenne dans chaque débat national (voir Direct Info 32 du 26 avril 2005).

Cette réunion faisait suite à deux autres réunions PE/PN, l'une sur la stratégie de Lisbonne les 16 et 17 mars 2005 avec la participation de MM. BARROSO et VERHEUGEN et l'autre, les 4 et 5 avril relative au futur cadre financier pluriannuel de l'UE en présence de Mme GRYBAUSKAITE.

Do you know it?

10/03/2005

14/03/2005

21/04/205

06/05/2005

Vice-President WALLSTRÖM's visits

Allocution devant la commission des Affaires européennes du Parlement (**IE**)

The European Neighbourhood Policy and the Euro-Mediterranean partnership, Speech at the Euro-Mediterranean Parliamentary Assembly in Cairo

Meeting with the Members of the European Affairs Committees of the Eerste and Tweede Kamers of the Parliament (**NL**)

Conférence des Présidents Budapest (**HU**)

Visit in the Netherlands

At the meeting with the Members of the European Affairs Committees of the Eerste and Tweede Kamers of the Parliament, Mrs Wallström expressed her wish to reinforce the relations between the Commission and the National Parliaments.

Concerning the ratification of the Constitution, she highlighted there is no plan B in the back –pocket. “*Speculation about re-negotiation, the end of European integration and member states working outside the treaties disregards public opinion in other member states*”.

Visite en France

Mme Margot Wallström a participé, le 3 mai dernier, à la Conférence des Socialistes européens à l'Assemblée Nationale à Paris, avec Jacques Delors, Josp Borrell, Poul Nyrup Rasmussen, François Hollande et Martin Schulz.

Au cours de la Conférence, elle a déclaré, entre autres, « *en votant le 29 mai, les citoyens français ont une responsabilité à l'égard des citoyens des autres pays européens* ».



Do you know it?



COSAC de Luxembourg les 17 et 18 mai 2005

A l'ordre du jour, outre l'expérience pilote subsidiarité, les progrès du système IPEX, le rôle des Parlements nationaux dans le contrôle du budget de l'Union ainsi qu'en matière d'espace de Liberté, Sécurité et Justice.

La participation de M. JUNCKER premier Ministre luxembourgeois est annoncée de même que celle de M. KRECKÉ, Ministre de l'Economie et du Commerce pour un débat sur la Stratégie de Lisbonne et de M. LUX, Ministre des Transports s'agissant de l'expérience pilote subsidiarité.

Do you know it?

Expérience pilote subsidiarité

L'expérience consacrée au troisième paquet ferroviaire a connu une participation massive des Parlements nationaux. Elle a pris fin au 1^{er} mai 2005. Plusieurs assemblées ont fait valoir leurs positions au secrétariat de la COSAC. Ce point sera débattu lors de la COSAC qui s'ouvre à Luxembourg, les 17 et 18 mai 2005.



Mr. Martyn Atkins : Permanent representative of the *House of Commons, UK*

UNITED KINGDOM

What are the principal aspects of your job and mission as a permanent representative of the House of Commons?

The UK National Parliament Office was established in October 1999, with premises in the European Parliament. Since its establishment it has been staffed by a career official from the Clerk's Department of the House of Commons, assisted by a locally-engaged member of staff. Between them, they have assisted both Houses of Parliament in their relations with EU institutions.

The House of Lords has now designated a career official as its permanent representative to the EU. Richard McLean joined the Office in January 2005. As well as representing the House of Lords at an official level, he is also the designated UK Parliament member of the COSAC Secretariat during the UK's membership of the Presidential troika.

My role as House of Commons representative is to act as a forward observer in the EU institutions, providing information to the House of Commons and its committees—principally the European Scrutiny Committee, but also the various departmental select committees which may wish to examine the European dimension of Government policies. As a permanent representative, I provide a contact and liaison point in Brussels for those in the EU institutions who are interested in the work of the House of Commons, and assist official relations more generally. I also assist individual Members with European matters, particularly if Members are visiting EU institutions in a representative capacity.

An important dimension of my office's work is the day-to-day liaison between colleagues from other national parliaments based in Brussels. The European Parliament now hosts permanent officials from fourteen national parliaments, and representatives from two further parliaments are frequent visitors. It is anticipated that by the end of 2005 four-fifths of the national parliaments of the EU will have permanent representation here. The active co-operation and sharing of information between colleagues is perhaps the most dynamic aspect of the work of national parliament representatives.

Could you please give us closer insight into current debates in your Chamber concerning the process of monitoring of application of the principle of subsidiarity?

I should first of all set out how the Parliamentary process behind ratification of the Treaty is unfolding in the UK. The Government may deposit an instrument of ratification of the Treaty using royal prerogative powers: so, strictly speaking, Parliamentary approval is not necessary for the Treaty to be ratified. But certain aspects of the Treaty must be incorporated into UK law by means of primary legislation in order for them to have effect.

The *European Union Bill*, which would have incorporated the relevant elements of the Treaty into UK law and would have provided that those elements should not come into force until after a positive vote in a national referendum, received its Second Reading in the House of Commons on 9 February 2005.



This vote established the House's support for the principle of the Bill, but the Bill failed to make further progress before Parliament was dissolved on 11 April and it has now been lost. Progress towards ratification will depend on the result of the General Election on 5 May.

The Bill made some provision for Parliamentary monitoring of the subsidiarity check provided for in Protocol 2 to the Treaty. The Government proposed that once a draft legislative act had been transmitted to the Union legislator and to the national parliaments (under Article 4 of Protocol 2), the Minister responsible for the legislation would, before the end of six weeks from the date of transmission, have had to state to Parliament whether, in his opinion, the draft legislative act complied with the principle of subsidiarity. The Foreign Secretary indicated that he intended this to be an aid to scrutiny of EU draft legislation within Government, as well as within Parliament, by placing a duty on Ministers, officials and departments to examine such legislation against the subsidiarity principle. But it is worth pointing out that the Government was already expected to provide Parliament with its view on the compliance of draft European legislation with the subsidiarity principle, in the explanatory memorandum which it provides to Parliament on each EU document.

It is up to each Parliament, and indeed each Chamber, to determine whether, and how, it will monitor the application of the subsidiarity principle. The European Scrutiny Committee—the Commons committee which examines all EU documents deposited in Parliament and reports on whether or not they should be subject to debate in the House—has said in a recent report that “examining whether EU proposals comply with the principle of subsidiarity has been part of our scrutiny process for as long as the principle has been formulated.” The Committee has stated that it would have preferred the Protocol to have contained a subsidiarity block, rather than a subsidiarity check. It is nevertheless keen for the House to test the provision in the Treaty, should the Treaty enter into force.

The issue of the subsidiarity check was prominent in the debate on Second Reading of the Bill on 9 February. There was general agreement that the provision of the subsidiarity check gave a degree of power to national parliaments to object to draft legislation on subsidiarity grounds. The debate lay over the exact extent of that power. Some argued that the House of Commons had always had the right to examine draft legislation on subsidiarity grounds, although it had not had the power to reject it, and the new provisions in the Treaty did not therefore represent much of an advance. Others gave a reserved welcome to the subsidiarity check, but doubted whether the Commission would in fact be prepared to conduct any thorough re-examination of a proposal on subsidiarity grounds if the check were activated. The subsidiarity check was considered by several to be inadequate compared to a subsidiarity veto for national parliaments, although the Government made it plain that it considered such a veto incompatible with the procedure of decision-making in the Council and the operation of qualified majority voting.

The Committee made proposals for how the procedure should operate to the Select Committee on Modernisation of the House of Commons. The Modernisation Committee issued a report on how the House of Commons examines EU business (available on its website at www.parliament.uk/modcom). In this report the Committee set out the procedure which it believes should apply when the House is operating the subsidiarity check, as follows:

- The European Scrutiny Committee considers each legislative proposal and decides whether or not it complies with the principle of subsidiarity. If not, the Committee makes a report to the House on the proposal, setting out the reasons for its decision;
- A member of the Committee tables a motion for consideration in the House, which states that “in the opinion of this House [the proposal] does not comply with the principle of subsidiarity, for the reasons set out in the [First] Report of the European Scrutiny Committee”;
- The Government must put the motion down for consideration in the House between five and eight sitting days after it is tabled;
- The motion, and any amendment to it which might be tabled, are put to the House without debate: if the motion is agreed to, the Speaker forwards its text to the relevant EU institution.

The European Union Committee of the House of Lords has recently also issued a thorough and detailed report into the operation of the subsidiarity check, available on the Parliament website at: www.parliament.uk/parliamentary_committees/lords_eu_committee.cfm

The UK Government has recently made proposals for changing the arrangements for handling European business in the House of Commons. Can you give some more details of the proposal?

The Government published proposals for reform of the European scrutiny system in the House of Commons in April 2004. The proposals were, it said, designed to bring the EU “closer to its citizens”, by engaging the public in the scrutiny of European business and engaging further with European institutions. The Modernisation Committee considered these proposals as part of its inquiry into the scrutiny of European business, and has now made its own recommendations to the House, largely based on the Government’s proposals.

The principal proposal adopted by the Committee is for a new Grand Committee to be established—the Parliamentary European Committee (PEC)—which would consider the whole range of EU activities and might meet four times a year. This Committee would be open to all Members of the House of Commons and House of

Lords, and all UK MEPs would be invited to attend and would be able to speak. Ministers involved in EU work would be able to make statements to the Committee, respond to questions put by Members and participate in its debates. Commissioners will be invited to attend the Committee to make statements and to answer questions from Members.

Additional proposals adopted by the Committee include a re-examination of the way in which European legislative proposals are considered in the House and its Committees after the European Scrutiny Committee has recommended they should be debated. Documents recommended for debate are normally referred to European Standing Committees, where Ministers can make a statement and be questioned for up to an hour, following which there is a 90-minute debate. The Committee proposes that the structure of the system should be retained, but has proposed a number of modifications: the number of standing committees should be increased from three to five, that they should have a tighter focus on particular subjects (Environment (including agriculture and fisheries), Transport, Trade and Industry, Home and Foreign Affairs and Finance), and that members of the European Scrutiny Committee should attend standing committees to explain why the document under consideration has been recommended for debate.

The Committee also recommended that the Government should notify the European Scrutiny Committee at an early stage when it is involved in Commission consultation on proposed legislation. The Scrutiny Committee could then decide to call for evidence from the Government and from other interested parties, thereby involving the House of Commons in scrutiny of Commission proposals at an earlier stage than at present.

The implementation of these proposals will of course largely depend on the result of the General Election on 5 May 2005 and the political priorities of the party which then forms the majority in the House.

What impact could the Protocols on the role of national Parliaments in the European Union and on the application of the principles of subsidiarity and proportionality attached to the Constitutional Treaty have on the referendum debate in the UK?

There is a general perception in the UK that the principles of subsidiarity and proportionality have not operated as effectively as it was expected they might when they were incorporated into Community law via the Treaty on European Union in 1992, or when they were reinforced by the Protocol to the Treaty of Amsterdam in 1997. For example, the European Scrutiny Committee has, in a recent report, referred to an instance where it raised questions of subsidiarity directly with a Commissioner and found that it took three attempts to secure an answer which addressed its concerns: it concluded that “Commissioners will have to do better than this if they wish to engage with national parliaments and convince them that they are serious about subsidiarity”.

Any argument that the Protocols to the present Treaty would ensure the better functioning of these principles, and would ensure better scrutiny of proposed EU laws at a level which is closer to the citizen, might potentially find a receptive audience. But although the Government has argued that the Protocols give “real teeth” to subsidiarity, and give national parliaments “a direct say in the EU’s law-making procedures”, there is no indication at present that the opposing camps in the referendum debate will choose to fight the campaign itself on the issues of subsidiarity and proportionality.

The Protocols have certainly raised Parliamentary awareness of the issues surrounding subsidiarity and proportionality and their control by national parliaments. Whatever the outcome of the referendum debate in the UK and across the EU, the close examination given to the contents of the Protocols, and the detailed consideration in both Houses given to the development of mechanisms for the operation of the subsidiarity check, will ensure that the issues are prominent in the considerations of both Houses when they deal with EU business in the future.

Martyn ATKINS

Do you know it?

President & Commissioners' visits

Who

When

Where



President **BARROSO**

18/04/2005

Intervention devant le Parlement hellénique (**EL**)



Commissioner **ALMUNIA**

5/04/2005

Audition devant les commissions des Affaires étrangères et des Finances de l'Assemblée Nationale (**FR**)

29/04/2005

Rencontre avec les membres de la commission des Affaires économiques et monétaires de l'Assemblée Nationale (**SI**)



Commissioner **BORG**

21-23/04/2005

Participation à la session plénière avec des représentants des commissions parlementaires (**PL**)



Commissioner **FERRERO-WALDNER**

18/03/2005

Rencontres avec le président du Parlement, Arturas Palauskas (**LT**)



Commissioner **FISCHER BOEL**

18/03/2005

Rencontre avec la présidente du Comité européen du Folketing, Elisabeth Arnold (**DK**)

04/04/2005

Participation et conférence de presse à la Conférence « Politique agricole et alimentaire allemande et européenne », organisée par le Groupe DP du Bundestag (Münster, **DE**)



Commissioner **FRATTINI**

23/03/2005

Rencontre avec la Délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale et les parlementaires chargés des questions de justice, liberté et sécurité au Sénat (**FR**)

04/04/2005

Meeting with the House of Lords and the House of Commons EU Committees (**UK**)



Commissioner **GRYBAUSKAITE**

29/03/2005

Presented Financial Perspectives 2007-2013, opportunities and challenges to the Seimas (**LT**)



Commissioner **HÜBNER**

04/03/2005

Meeting with the Presidium (representatives of all parties in the Parliament) of the commission for the European Union of the Sejm (**PL**)



Commissioner **MICHEL**

2-3/03/2005

Rencontre avec le président de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale, Edouard Balldur (**FR**)

22/04/2005

Commissions Développement et Affaires étrangères du Parlement (**HU**)



Commissioner **REDING**

10/03/2005

Visit to the Bundestag in the framework of Media and Culture. Discours à la commission des medias et de la culture (**DE**)

Do you know it?



**Annual Meeting of the Liaison Officers of the national
Parliaments of the EU-Member States and the European Parliament
Brussels, 18 April 2005
European Parliament, ASP 5G2**

Text of the speech

“ I’d like to start by thanking you for inviting me here. I understand you have organised these liaison officers meetings for 15 years or so. That’s rather impressive – you have a very well functioning network of outstanding competence! That’s unique and that should be used to its full potential. And I hope I and my colleagues can use parts of your network, just as I want you all to know that we at the Commission have our doors open for you.

I don’t intend to hold any kind of grand speech here. I think it’s much better if we engage in a discussion and dialogue on what we can do for each other in a very practical and pragmatic manner. And I actually also have some questions that I would like to ask you.

But let me start with just a few brief comments on the part of my portfolio which is labelled “relations with national parliaments”. As you know, this is the first time that the Commission has given this dedicated responsibility to a Commissioner. But does that mean that it’s only now that the Commission has started to get interested in the national parliaments?

No, of course not. We have been engaged for a long time, and in many different ways. All of you who know Philippe Godts (here beside me) and all his colleagues, know that very well.

The difference now is that the Commission has put its relations with the national parliaments firmly on the political agenda. It is now a political priority. Needless to say, this new political priority will mean a lot also to the administrative side – to you as civil servants and liaison officers. That is the very clear indication I made when I said that we have to “make full use of each others’ expertise at political as well as administrative level”: we have to engage in concrete networking.

This was one of the points I made when I presented my plans for the Commission’s relations with national parliaments to the College two months ago. Later that same day I went to the COSAC Chairpersons meeting in Luxembourg and gave them the same information. I remember I met some of you at that time.

I then presented what is now the “official” long and short term goals (and/or ambitions). I already mentioned one of the long term goals: the concrete networking. The two others are:

- Mutual service – a continuous and open dialogue: we are interested in and depending on each others views and possibilities in order to perform our respective tasks in an efficient, open and transparent manner;
- Connecting with people and their elected representatives: a greater voice to parliaments is a greater voice to Europe’s citizens.

This is going to be our guiding principles for the coming years. This is what we always should have in the back of our heads when we work at the Commission.

But we also have to be very concrete in the shorter perspective. That’s why I also presented 10 short term goals – 10 concrete actions that I in one / one and a half year’s time want to be able to say: yes, we did all of those 10 things.

And I must admit that we started off pretty well:

- I have already been to the COSAC Chairpersons meeting – and I’m going to the Speakers Conference in Budapest in two weeks time;
- the Commission has decided to start a co-operation with the IPEX;
- we contributed to the “COSAC subsidiarity test experiment” on the 3rd railway package;
- I have visited national parliaments and I have had many meetings with national MPs, in their parliament or in Brussels – and much more is in the pipeline;
- we have organised new technical meetings;
- the Commission’s newsletter on (and to) national parliaments was issued already in early March...

Another point among the short term targets which I prove by being here today is the one that said that we should “maintain close contacts and exchange information with the existing network of EU affairs liaison officers in the national parliaments and with the national parliament’s permanent representatives in Brussels”. This was identified as one of the ten short term goals/ambitions.

But the question of the Commission’s relations with the national parliaments has to be seen in a bigger picture. And one point stands out as even more important to me; and that is the main reason why I’m here today:

- The Commission should seek to establish, in detail, the national parliaments’ requirements for types of information and ways of co-operation, thus avoiding moving in any such direction that could be perceived as circumventing the national parliaments and the citizens.

To me this is fundamental. This is the foundation-stone we should build our co-operation on. At the Commission, we might have very bright ideas on what we want to do with you and how we want to do it. But that is all wasted, if we don’t know that at the same time it also corresponds to your wishes and to your needs and requirements.

President Barroso and I recently sent a letter to all of your Speakers/Presidents. In that letter we expressed it like this: “We do not want the European Commission’s relations with national parliaments to be limited to theories or to speeches and declarations – we want it to be real and we want it to show tangible results, to the benefit of all our respective institutions.”

So that leaves us with the question: why? Why does the Commission do this? Is there even a hidden agenda?

I will be very frank with you.

European institutions at large need to work better together; and here I of course include the national parliaments. And we must be seen to work better together. We must increase the shared ownership of the European project. How can we do that without connecting with people and their elected representatives?

For the moment, the priority for many national MPs and political establishments is domestic issues, and European issues are often seen as foreign, rather than domestic. We all know that, and sometimes we feel a little bit frustrated by it.

But isn’t it true that EU affairs are nothing else than “multinational domestic policy”? Domestic policy in 25 countries at the same time?!

I believe that an active interest and participation in the European debate by national MPs will anchor European issues in the national political parties, and in national and local political traditions. In this way European issues get a natural place on the national political agendas.

I think this is the big task that lies ahead of us – to change the way people look at the EU and EU affairs. And with that – and even more importantly – the way people participate in the EU and in EU affairs.

I firmly believe that once people have started seeing it as “multinational domestic policy”, then we have come very far. And then there will be a natural interest – even the feeling of a need – to also participate actively. For that we need each other – we need good relations with each other.

On that note I would like to end this introduction, and I would like to hear your questions and comments: this is where our co-operation really starts and this is how we can produce tangible results; in the national parliaments, in the European Parliament and at the Commission.

Thank you. »

Do you know it?

Réunions avec les représentants permanents des Parlements nationaux

La Commission a pris part à des réunions d’information avec les représentants permanents des Parlements nationaux :

<i>Date</i>	<i>Sujet</i>	<i>En présence de</i>
✓ le 21 mars 2005	Application du principe de subsidiarité	M. PHILIPPART (SEC GEN)
✓ le 18 avril 2005	Réforme du Pacte de stabilité	M. FELKE (DG ECFIN)
✓ le 28 avril 2005	Décision de la Commission sur IPEX	M. GODTS (SEC GEN)

NB. 4 nouveaux représentants de Parlements nationaux sont attendus à brève échéance.

Les coordonnées des représentants permanents des Parlements nationaux peuvent être consultées à l’adresse suivante : <http://www.cosac.org/fr/mailbox/Permrep/>



NATIONAL FORUM ON EUROPE

IRELAND

The Irish Government, in consultation with the political parties, established the National Forum on Europe in October 2001. It is essentially a deliberative parliamentary assembly, representative of all parties and political groupings in the Irish Parliament (Oireachtas) to which is attached a Pillar broadly representative of civil society in Ireland, including the Social Partners, representatives of trade unions, employers' organisations and farmers' organisations together with civil society groups.

The Forum is dedicated to promoting debate on European issues and on Ireland's place on the European stage. Independently chaired by Senator Maurice Hayes, it does not advocate or promote any particular course of action or policy in European Affairs. Rather it aims to provide an arena for inclusive debate at both political and civil levels and to help clarify issues of particular concern to Irish people.



Ireland's experience of being a member of the EU; examined issues about the enlargement of the Union; monitored the work of the Convention on the Future of Europe; informed the Irish Government, through discussion and debate at national and regional levels, on key issues of concern; and examined the Draft Constitutional Treaty, produced by the Convention.

In 2005 the Forum's focus has turned to the European Constitution and its ongoing debate takes place in the context of a referendum to be held some time before the autumn of 2006.

The Forum has to date held 88 meetings – 52 formal plenary sessions with delegations from political parties and representatives of civil society, that are open to the public to attend as observers; and 36 'outreach' meetings specifically aimed at providing an opportunity for the public to participate in the debate.

During 2005, under the heading: "Getting to Know the European Constitution", the Forum continues to provide the most inclusive and sustained debate in Ireland on the European Constitution and covers a wide range of themes including, the European institutions; the social and economic context; communicating Europe to its citizens; the role of national parliaments; security, defence and Ireland's values and interests and cultural diversity in an enlarged EU.

In addition, the Forum holds national youth conferences and competitions for post primary school students. It has produced its own film explaining the European Constitution, that is distributed widely, including to schools and has published a user-friendly booklet *Summary of the European Constitution with a Glossary of Terms*.

Contribution forwarded by *Mr Kevin LEYDON*,
permanent representative of the *Irish Oireachtas*

Do you know it?

IPEX

Créé en 2000 à Rome par une décision de la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union, le réseau *Interparliamentary EU information exchange*, IPEX, a pour mission générale de promouvoir la coopération entre les Parlements de l'Union. Lors de la Conférence des Présidents de La Haye, en juillet 2004, l'idée a été avancée de mettre sur pied un site web afin de permettre l'échange d'informations entre Parlements nationaux, en particulier, sur l'état de l'examen de subsidiarité. IPEX a demandé à la Commission de participer, à un niveau technique, à ce réseau afin d'alimenter ce site web.

La Commission a décidé, le 6 avril dernier, de donner une suite positive à cette demande.



Mr Edward McMILLAN-SCOTT,
Vice-President of European Parliament responsible for relations
with National Parliaments

Do you think that the protocols: on the role of national Parliaments and on the application of the principles of subsidiarity and proportionality would reinforce the role of national Parliaments? Could this issue play a significant role in the ratification debate in the United Kingdom?

Under the draft Constitutional Treaty the role of national Parliaments will certainly increase through the principles of subsidiarity and proportionality: Although the European Parliament will see an increase in its powers with the extension of co-decision powers over EU legislation, the role of the national Parliaments will remain crucial - a number of policy areas will remain "in between" EU and inter-governmental cooperation necessitating a more structured and coherent cooperation between the European Parliament and the national parliaments. Furthermore, with the introduction of the 'early warning system', all Commission consultation documents (green and white papers and communications) shall be forwarded directly by the Commission to national Parliaments upon publication. National parliaments then have six weeks to review the document and decide whether it should be dealt with at the European or national level.

You rightly suggest that the ratification debate in the UK centres largely on a fear that power will be taken away from the national government and handed to Brussels. To my mind the new provisions under the Constitutional Treaty will associate the national Parliaments more directly and closely to the decision making process in the EU.

What are your views on the cooperation between national Parliaments and the European Parliament?

Inter-parliamentary cooperation is essentially about extending democratic control and accountability over decisions at the EU level and ensuring more transparency and openness in the decision-making process.

I believe that the new Treaty will give an important impetus to the cooperation between the EP and the national Parliaments thus reinforcing the parliamentary dimension of the EU.

Joint Parliamentary Meetings, including Joint Committee Meetings, will in my view play an increasing role in the inter-parliamentary cooperation. In accordance with the Guidelines for Inter-Parliamentary Cooperation, adopted in Hague in July 2004, such meetings may be organised by national Parliaments and/or by the European Parliament.

Already this year, the EP has hosted three important Joint Meetings; in March on the Lisbon Strategy, in April on the Financial Perspective and one on the Macroeconomic coordination, incl. the Stability Pact. The meetings have been very successful with national parliament representatives from all the member states and the candidate states. The key to success is, in my view, our ability to mobilize colleagues, in both the EP and the national Parliaments, on subjects of interest to both parties.

I am currently discussing with Bo Manderup Jensen, Director in the European Parliament responsible for national Parliaments, the idea of a European Parliament -National Parliament Network to further complement the work already being done through structures such as COSAC, IPEX and the COX-Programme of meetings in national Parliaments.

An informal "network", chaired by the Vice-Presidents responsible for relations with national Parliaments, might be established. It would initially be composed of the presidents for the following parliamentary committees:

Foreign Affairs, Defence and Security

Economic and Monetary Affairs

Civil Liberties, Justice and Home Affairs

Constitutional Affairs

Budgetary Control

The network, which might be completed with representatives of national parliaments, would ensure an efficient coordination of the work among the committees involved and function as a resource for contacts for parliamentary staff as well.



Should the inter-parliamentary co-operation be limited to relations within the European Union? What is the significance of co-operation with assemblies of countries not taking part in the European project, i.e. in the framework of the Euro-Mediterranean Parliamentary Assembly?

No, I do not feel that inter-parliamentary co-operation should be limited to relations within the European Union and I wholly support its extension, particularly into the EU's 'new Neighbourhood'. I am Vice-Chairman of the EuroMediterranean Parliamentary Assembly, a concept which has been spoken about for many years and which finally came to fruition in 2004. It brings together 240 Parliamentarians from both EU and Arab states and provides a valuable forum in which to discuss sensitive issues and work towards finding real solutions. In addition, I am aware of the development of a transnational Parliament covering Africa as well as Arab nations.

Edward McMILLAN-SCOTT